
ADRESSE AUX SALARIES

Plan Etudiant – Réforme annoncée du lycée et du Bac :

ALERTE !

Le gouvernement veut interdire aux enfants des salariés d'accéder aux études universitaires et aux diplômes nationaux

Dans le droit fil des ordonnances MACRON, le projet de loi sur l'accès à l'université marque un véritable basculement. En permettant aux universités de définir des capacités maximales d'accueil, en leur permettant également de fixer des « attendus » nécessaires pour pouvoir s'inscrire dans telle ou telle filière, il instaure de fait la sélection à l'université et met en place toutes les conditions de la disparition du baccalauréat comme premier grade universitaire.

Les lycéens scolarisés en Terminale devront dès le mois de février 2018 faire 10 vœux d'orientation (filières universitaires, BTS, IUT, Classes Préparatoires, mais aussi service civique, césure (sic !)...). Les proviseurs des lycées, après avoir pris conseil auprès des enseignants, émettront sur des « fiches avenir » des avis sur ces vœux, permettant aux universités de faire leur choix.

Le Baccalauréat, diplôme national organisé autour d'épreuves nationales, terminales, anonymes garantissait jusqu'ici le droit pour chaque lauréat de poursuivre des études dans la filière universitaire de son choix (droit mis déjà mis à mal cette année avec la honteuse procédure du tirage au sort). Avec le nouveau dispositif «ParcourSup» (ancien APB, Admission Post Bac), c'en serait terminé.

Dans le même temps, la réforme annoncée du Baccalauréat dessine une réduction des matières sujettes à un examen ponctuel, une introduction très importante du contrôle continu, une modularité des cursus des lycéens et des examens de spécialité avancés dans l'année pour permettre leur prise en compte dans les dossiers d'admission post-bac. Ces annonces constituent manifestement la volonté de remettre en cause le baccalauréat comme diplôme national reposant sur des épreuves nationales, terminales et anonymes et comme premier grade universitaire.

Dans un tract intersyndical, les fédérations de l'Education Nationale FO, CGT, FSU, Solidaires et les organisations étudiantes UNL et UNEF affirment leurs revendications :

- *Le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1^{er} grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bachelier-es sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix.*

- *L'exigence d'ouverture massive de places supplémentaires en 1^{er} cycle post bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université.*
- *Le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications.*
- *L'abandon du projet de loi sur 1^{er} cycle post bac et du plan « étudiants » qui l'accompagne, condition pour permettre une réforme ambitieuse qui garantisse le libre accès de chacun-e au supérieur.*

Dans notre département, opposant leurs revendications en termes de postes, de respect des statuts et de création des moyens nécessaires, les syndicats FO, FSU, CGT, SUD et CNT du 1^{er} et du second degré appellent à la grève et à une manifestation en direction du ministère le 14 décembre sous le titre commun : **ATTAQUES CONTRE LE BAC NATIONAL ET LA VOIE PROFESSIONNELLE : LES MESURES DU MINISTÈRE VONT ENCORE AGGRAVER LA SITUATION DE NOS ÉLÈVES !**

L'Union Départementale FO de Seine St Denis appuie sans réserve ces initiatives et revendications. Les salariés, les habitants de Seine-Saint-Denis savent bien que leurs enfants seraient les premières victimes de cette sélection, de cette remise en cause du caractère national du diplôme qu'est le Baccalauréat.

Ils savent aussi que les diplômes nationaux sont reconnus dans la plupart des conventions collectives et statuts de la fonction publique (grilles de rémunérations) et ouvrent ainsi droit à des garanties comme salariés. Les remettre en cause, c'est aggraver encore davantage la logique des ordonnances et de l'inversion de la hiérarchie des normes que FO continue à combattre.

C'est pourquoi l'Union Départementale FO de Seine-Saint-Denis appelle les salariés, qui sont aussi parents d'élèves, à se rapprocher des enseignants de leurs enfants et à se joindre sous toutes les formes à leur action pour exiger le retrait du plan étudiant et l'abandon de la réforme annoncée du lycée et du Baccalauréat.

Bobigny, le 11 décembre 2017